

L'HEBDO QUI CLIC

cgtlehavre.fr

la
cgt
LE HAVRE

Hebdomadaire électronique de l'Union des syndicats CGT du Havre

Directeur de publication : Pierre LEBAS

119 Cours de la République 76600 LE HAVRE – cgtlehavre.fr - 02 35 25 39 75

16

Nouveaux
syndiqués
Depuis le
1^{er} janvier
2012

300^{EME}



L'édito qui clic :	Page 2
PRUD'HOMMES / Article de la presse Havraise du 20 janvier 2012 :	Page 3
Douanes / Compte rendu de l'action du 19 janvier :	Pages 4 et 5
Retraités / Communiqué du collectif Retraités Pointe de Caux :	Page 6
Articles parus dans la presse :	Pages 7 et 8
Rencontre CGT avec les partis de gauche / Compte rendu de la rencontre avec JL. Mélenchon :	Page 9
Taux du livret A / Communiqué commun CGT :	Page 10
Pour ne pas payer la crise CGT-vous ! / Tract CGT :	Page 11
Meeting-Débat sur la dette / Affiche :	Page 12
L'agenda revendicatif :	Page 13
Le programme de formation syndicale de l'UL:	Page 14
L'hebdo pratic' :	Pages 15 et 16

L'ÉDITO QUI CLIC

300ÈME NUMÉRO DE L'HEBDO !

Depuis de nombreuses années déjà, l'hebdo qui clic débarque dans votre messagerie électronique chaque semaine, au fil de l'actualité sociale et revendicative.

De plus en plus diffusé et de plus en plus lu (on peut même en trouver sur les bureaux de certains patrons...), l'hebdo se fait souvent l'écho de ce qui se passe dans le milieu syndical havrais.

Pour les lecteurs les plus assidus, vous aurez remarqué que notre hebdo change régulièrement de forme, pour essayer de le rendre plus attrayant bien-sûr, mais aussi pour continuer d'apporter un regard critique sur l'actualité politique et syndicale...

Voici donc une nouvelle mouture qui j'espère vous satisfera.

N'hésitez pas à la critiquer, à apporter des modifications si vous le souhaitez. L'objectif étant d'informer, outiller et rassembler les forces de la CGT locale sur les mêmes combats.

Même si l'hebdo qui clic change de forme, il se veut toujours aussi contestataire, combatif et au plus proche des syndiqués de l'UL du Havre.

Continuez donc à nous envoyer vos communications internes (tracts, communiqués, courriers...) qui nous servent à alimenter chaque semaine notre hebdo.

Bonne lecture !

Reynald KUBECKI

Co-Secrétaire Général de l'Union des syndicats CGT du Havre

Vendredi 20 janvier 2012

Le tableau noir du bassin d'emploi

PRUD'HOMMES. Nouvelle rentrée revendicatrice au conseil du Havre.



Le président Daniel Herouard et le vice-président Jean-Philippe Pain

Au conseil de prud'hommes du Havre, 2012 aura débuté comme en 2011 : par une plaidoirie particulièrement acerbe de Jean-Philippe Pain, représentant des salariés, vis-à-vis du gouvernement et de « la marchandisation du contentieux social ».

A l'occasion de l'audience solennelle de rentrée, hier, le vice-président pour l'année (la présidence, elle, revient au représentant du patronat, Daniel Hérouard) a dressé un tableau noir du bassin d'emploi local, « où le chômage explose » : « suppressions d'emplois annoncées dans l'action sociale, difficultés rencontrées par les salariés de Sandouville, emplois menacés dans la chimie »... Face à ce constat, « beaucoup de salariés n'ont plus les moyens d'aller

en justice », déplore Jean-Philippe Pain, en référence à la taxe de 35 € instaurée depuis le 1er octobre 2011. Une situation que vient aggraver, selon ce dernier, la réforme de la carte judiciaire. « Nous ne retrouvons pas dans nos statistiques les saisines des conseils de Fécamp et Bolbec (supprimés depuis décembre 2008, NDLR). Les justiciables ne se déplacent pas au Havre, il leur faut faire près de 100 km pour déposer plainte... »

Le conseil prud'homal a enregistré 1 129 saisines en 2011, soit 15 % de moins qu'en 2010. Un chiffre qui s'explique également par une diminution importante des dossiers inscrits en référé. La durée moyenne de traitement des affaires est passée de 7,4 mois en 2010 à 10,1 mois en 2011.



Compte Rendu aux PERSONNELS DOUANIERS de l'INTERRÉGION du Comité Technique « Local » de Rouen du 19/01/12

« C'EST MA STRATÉGIE...ET JE LA PARTAGE...AVEC MOI-MÊME... »
(dixit notre Directeur Interrégional)

Grand rendez-vous hier matin, 19 janvier à la Direction Interrégionale des Douanes de Rouen, avenue du Mont Riboudet. Et ce fut une grande réussite !

PRÈS DE 200 DOUANIERS à ROUEN (150 selon les RG)

Venus de Caen, du Havre, de Rouen, d'Évreux, de Dieppe, de Carteret, de Cherbourg, de Granville, de la Drgc, nos collègues se sont mobilisés et imposés face au directeur interrégional .

Tous les collègues douaniers présents ont pu constater le « numéro de comédien » de notre DI et mesurer l'outrecuidance de sa langue de bois.

Face à la seule question qu'ont posée les personnels : « **Qu'y a-t-il à négocier ?** »,

le DI a répondu : « **Acceptez la mobilité et le recyclage !** »

La réponse de l'assemblée des agents et de leurs représentants fut :

- 1) Nous ne sommes pas des nomades que l'on déplace à la fortune du pot !
- 2) Nous ne resterons pas un instant de plus, car tout est décidé sans aucune marge de négociation ! C'est sûrement ce que vous appelez le « dialogue social » !
- 3) L'ensemble des personnels présents a donc décidé de refuser de cautionner toutes ces suppressions d'emplois et de quitter les lieux .

LA DÉFENSE DES EMPLOIS DOUANIERS CONTINUE

L'action continue pour défendre notre emploi, et comme annoncé devant les agents présents, vos représentants :

- écriront et rencontreront les élus et syndicats professionnels pour les alerter et demander leur soutien au nom de l'intersyndicale.
- Alerteront les syndicats au niveau national pour une rencontre intersyndicale qui décidera d'une journée d'action nationale, vraisemblablement à Paris.
- Vous tiendront informés de toutes les initiatives.

Nous savons déjà qu'une importante action se prépare sur la DI de Bordeaux, dans le même élan que celui que nous avons tous ensemble créé hier à Rouen.

Dans ce maelström des échanges commerciaux internationaux, nos missions régaliennes sont justes, socialement et économiquement utiles .

L'Intersyndicale remercie tous les collègues douaniers présents (OPCO et SURV) au rassemblement, et ceux grévistes aussi, qui n'ont pas pu se déplacer, ainsi que les camarades de l'Interpro présents.



COLLECTIF RETRAITES POINTE DE CAUX

UNIONS LOCALES CGT DU HAVRE ET D'HARFLEUR

Chers Amis et Camarades,

Les Collectifs retraités des UL CGT du Havre et d'Harfleur regroupant les sections et syndicats de retraités du Havre et de l'agglomération havraise, vous informent de la création du C R P C (Collectif Retraités de la Pointe de Caux).

A la veille d'échéances électorales dont chacun doit mesurer l'importance, nous invitons tous les retraités des divers syndicats ou sections syndicales à assister à une Assemblée Générale organisée par notre nouveau collectif.

L'objectif de cette réunion est d'avoir un large débat sur l'ensemble des problèmes qui nous sont posés aujourd'hui :

- ➡ Pouvoir d'achat des retraités
- ➡ Protection sociale - perte d'autonomie
- ➡ Continuité syndicale
- ➡ L'avenir de nos retraites
- ➡ Les prochaines échéances électorales.

Nous appelons tous les syndicats d'actifs et privés d'emploi à participer à cette assemblée générale :

LE JEUDI 15 MARS 2012 DE 14 HEURES A 18 HEURES

Salle de Mayville route du Pont VIII (ex FODENO)

Le pot de l'amitié sera offert à l'issue de cette assemblée.

Le collectif

Coupon à retourner **avant le 1er mars**, à l'attention de Claude MALANDAIN pour l'UL du Havre, et André VALIN pour l'UL d'Harfleur.

NOM:----- **Prénom :**-----

Entreprise :-----

Actif

Retraité

Je serai présent à l'Assemblée le 15 mars 2012

OUI

NON (barrez la mention inutile)

Article paru dans **l'Humanité** le mardi 24 Janvier 2012

La CGT place la retraite dans la présidentielle

Le syndicat organise un grand meeting le 31 janvier à Paris pour peser dans le débat. Les candidats de gauche sont tous invités.

La CGT a tapé dans le mille en prenant l'initiative d'organiser, le 31 janvier, au Zénith à Paris, un meeting national sur les retraites.

Six mille militants et syndiqués se sont déjà inscrits pour y prendre part, soit le plein de la salle, et, afin de répondre à la demande de nombreux autres, des projections collectives seront organisées en province sur l'événement qui sera retransmis en direct sur Internet.

L'objectif, a expliqué hier devant la presse Eric Aubin, en charge du dossier retraite à la direction de la CGT, est de « replacer les questions sociales au cœur du débat » électoral, et de peser sur celui-ci. Et, au-delà, de préparer le rendez-vous prévu par la dernière réforme des retraites : un débat sur une « réforme systémique » début 2013.

« Il est normal qu'un syndicat de salariés n'hésite pas, pendant une campagne électorale, à exprimer les revendications qu'il souhaite voir reprises par les partis politiques et les candidats », a souligné Bernard Thibault.

A cet effet, la CGT a invité au Zénith les responsables des partis « qui ont combattu la réforme de 2010 aux côtés des syndicats et leurs candidats ».

Parmi ces derniers, à la date d'hier, Jean-Luc Mélenchon, pour le Front de gauche, et Philippe Poutou, du NPA, avaient annoncé leur venue ; les réponses de François Hollande (PS), Eva Joly (EELV), Nathalie Artaud (LO) étaient en attente.

« Sur les retraites, ce que nous attendons, c'est de revenir sur le dispositif tant combattu dans le pays » en 2010, a indiqué le secrétaire général du syndicat.

Au Zénith, les cégétistes réaffirmeront haut et fort leurs revendications phares : retour de l'âge légal de départ à 60 ans et reconnaissance de la pénibilité, par un droit au départ anticipé.

Bernard Thibault fait remarquer que, même si le compte n'y est pas encore, les interventions de la CGT ne restent pas « sans effet puisqu'il y a une évolution dans la prise de position de François Hollande ».

Ce dernier évoque désormais le départ à 60 ans pour les salariés ayant 41 ans de cotisations, sans le conditionner à un début de carrière à 18 ans, et envisage une discussion globale, y compris sur l'âge légal, avec les syndicats.

Yves Housson

Bernard Thibault annonce son départ en 2013

Après quatre mandats, le secrétaire général de la CGT ne sollicitera pas sa reconduction lors du prochain congrès. Une proposition pour lui succéder sera faite en mai prochain.

Quatorze ans, ça suffit.

Secrétaire général de la CGT depuis 1999, Bernard Thibault ne briguera pas un nouveau mandat lors du prochain congrès du syndicat, le cinquantième, en mars 2013. Il en a fait l'annonce hier, lors de la réunion de la commission exécutive (CE) de l'organisation, et, simultanément, dans une lettre adressée aux membres du Comité confédéral national (CCN), le « parlement » de la CGT.

Elu à quatre reprises à la tête de la plus influente des centrales syndicales françaises, Bernard Thibault, qui aura été aussi membre de la CE pendant vingt et un ans, souligne la nécessité du « renouvellement ».

Le mouvement syndical est « mis au défi sur ses capacités à représenter les salariés et à organiser la défense de leurs intérêts dans le contexte d'une crise du système capitaliste qu'aucune autre génération de militants n'a eu à affronter dans les mêmes termes », écrit-il dans sa lettre. Il incombe dès lors à la CGT de « trouver les ressorts nécessaires provoquant l'implication de nouvelles générations et de nouvelles catégories de salariés trop éloignés du combat syndical solidaire et donc interprofessionnel », observe-t-il. D'où le besoin d'une « capacité d'innovation renouvelée qui induit, entre autres, du sang neuf à la tête de l'organisation ».

En pratique, il reviendra au Comité confédéral national, en mai prochain, de valider une proposition de candidature pour le ou la futur(e) secrétaire général(e), qui sera formellement élu(e) au congrès de 2013. D'ici le mois de mai, et afin, dit-il, « d'aboutir à une proposition susceptible de recevoir le consensus le plus large possible », Bernard Thibault consultera les membres de la commission exécutive et les dirigeants des organisations composant la confédération.

Alors que des rumeurs sur son possible successeur ont déjà été reprises par les médias, le leader de la CGT en a appelé, « avec un peu de solennité », à « l'esprit de responsabilité » de chacun pour « gérer collectivement et démocratiquement au sein de la CGT une procédure qui lui appartient exclusivement ». Et de mettre en garde : « Ce n'est ni la presse ni les pseudos experts du social qui feront l'élection de la direction de la CGT. » Avant d'assurer de sa « vigilance à l'égard de tout comportement qui serait susceptible de porter préjudice à l'unité » du syndicat.

Porté à la tête de la CGT à la suite de Louis Viannet, dans le sillage de la grande grève des cheminots de 1995, Bernard Thibault a tenu à préciser, hier, qu'il n'a « pas de problème d'ordre personnel ou familial comme j'ai pu le lire il y a un an », ni de « projet en préparation et encore moins de projet qui serait lié aux échéances politiques de cette année ».

Yves Housson

Compte-rendu de la rencontre entre Jean-Luc MELENCHON, Candidat du Front de Gauche et la CGT

17 janvier 2011

Délégation de la CGT : B. THIBAUT - E. AUBIN - A. LE BOT - M. OUSSÉDIK - N. PRIGENT



Le Front de Gauche et la CGT ont procédé à un échange de vues sur la situation économique et sociale et la perspective des consultations électorales à venir.

Le Front de Gauche a pointé en particulier deux sujets majeurs :

- La question du pouvoir d'achat et des salaires avec la proposition d'un SMIC porté à 1700 euros, question portée à son programme. L'urgence de répondre à cette priorité lui semble posée.
- La question de la démocratie sociale et les « options » pour faire avancer notre pays en la matière, le positionnement du candidat Hollande affirmant la nécessité d'inscrire dans la constitution une préemption de contrat sur loi. Il semble pour le FDG que cette proposition soit peu efficace, voire illégitime sur le plan démocratique.

Tout en réaffirmant notre volonté de changement de la présidence de la République et de rupture avec la politique actuelle, B. THIBAUT a confirmé l'enjeu d'une augmentation conséquente des salaires et du pouvoir d'achat pour les salariés, actifs, retraités. Le SMIC, tout comme les minimas conventionnels dans les branches, doivent être revus à la hausse dans un pays où une majorité de salariés gagne moins de 1500 euros par mois.

Sur la démocratie sociale, la CGT considère qu'il y a là un sujet majeur. Il n'y a pas consensus syndical sur ce sujet, certains considérant que l'autonomie des partenaires sociaux doit primer dans les relations sociales. Pour autant, aucun acteur syndical ne demande d'inscrire dans la Constitution une primauté du contrat sur la loi.

La CGT reste profondément attachée à la hiérarchie des normes et au principe de faveur qui caractérise une réalité des relations sociales en France distinctes d'autres pays européens.

Pour la FDG, la « constitutionnalisation » de la primauté de contrat sur la loi ne semble pas une voie propice aux avancées sociales, sans compter qu'elle pourrait porter atteinte à la légitimité de la démocratie parlementaire qui doit pouvoir délibérer au regard du sens de la loi et de l'intérêt général.

La CGT est intervenue sur l'urgence d'une autre politique de l'emploi et du développement industriel, pointant la montée du chômage et des ruptures conventionnelles, la dégradation des conditions d'accès à l'apprentissage de qualité, les logiques donneurs d'ordre / sous-traitants ...

Le Front de Gauche et la CGT ont constaté leur convergence de vue sur les enjeux de la période au plan national et européen. Partout, les piliers fondamentaux du droit du travail et d'un cadre collectif d'intervention sont en ligne de mire. En France, le financement de la protection sociale est attaqué à travers l'instauration d'une « TVA sociale », celle-ci ne pouvant qu'amputer le pouvoir d'achat à travers le transfert de cotisations sociales sur les contribuables et le consommateur.

Face aux urgences de construction d'alternatives crédibles aux choix actuels sur le plan politique, la CGT a rappelé sa disponibilité pour faire part de ses propositions dans le respect de la diversité de l'opinion de ses adhérents et de son autonomie d'action syndicale.

La CGT a marqué son inquiétude vis-à-vis du Front national et des idées populistes et d'extrême droite qui se développent en France et en Europe.

Elle a rappelé sa détermination, malgré les difficultés unitaires sur le plan syndical, à créer les conditions d'intervention des salariés sur les enjeux économiques et sociaux dès à présent, au regard des attentes concrètes de ceux-ci.

C'est aussi la contribution qu'elle entend apporter à un débat politique où les questions sociales ont toute légitimité à occuper une large place.

Notre invitation au Meeting du 31 janvier sur les retraites a été prise en compte. Nous aurons la participation des composantes du Front de Gauche et du candidat.



Communiqué commun

TAUX DU LIVRET A :

II DOIT ETRE REVALORISE SANS ATTENDRE POUR REpondre AUX BESOINS SOCIAUX

Le gouvernement a décidé de s'affranchir de la règle, déjà défavorable aux épargnants, qui aurait permis de faire passer le taux de rémunération du Livret A de 2,25% à 2,75% au 1^{er} février.

Une nouvelle fois, ce sont les épargnants titulaires de livrets A qui font les frais de l'opération ce qui va représenter une ponction de plus sur leur pouvoir d'achat

En violant ses propres règles relatives aux modalités de fixation de la rémunération du Livret A, le gouvernement fait le fond des poches des Français et fait un cadeau aux banques de l'ordre de 400 millions d'euros par trimestre (intérêts non versés) ..

Cela au moment même où 75 % des Français plébiscitent le Livret A, placement jugé le plus sécuritaire dans la période, situation déjà connue en 2008/2009.

Face à ce holdup, la CGT réaffirme que l'épargne populaire et notamment le Livret A doit servir au financement de l'intérêt général et à la réponse aux besoins sociaux.

Alors que les besoins en logements sont par exemple toujours aussi criants et se sont même encore aggravés, la mission première du Livret A doit être au service du financement du logement social.

Pour répondre à ces besoins et pour accroître l'épargne populaire il faut donc avant tout augmenter les salaires qui sont à l'origine de cette épargne.

Contacts : jemroux@aol.com Finances CGT
corvaisier.jl@orange.fr Finances CGT
Claude Quinquis FAPT 06 06 07 17 06
Patrick Lichau FSPBA 01 48 18 83 38



Pour ne pas payer la crise, CGT-vous !

Non à la déferlante sociale !

Chaque jour, c'est une nouvelle mesure d'austérité qui est annoncée. Après la surtaxe des Mutuelles Santé, les déboursements des médicaments, la journée de carence supplémentaire en cas d'arrêt maladie, c'est le prix du gaz qui va augmenter.

Face à la pression des marchés financiers, le Premier Ministre nous parle déjà de nouveaux ajustements. Cela suffit ! Il faut que cela s'arrête et pour cela, les salariés doivent se faire entendre et agir.

Tel était le sens de l'appel à se mobiliser le 13 décembre dans tout le pays.

Au travers ces actions et rassemblements, c'est un message qui est envoyé au patronat et au gouvernement pour refuser que la crise serve de prétexte à remettre en cause notre pouvoir d'achat, notre protection sociale.

Il faudra compter avec les salariés, les retraités, leurs syndicats, pour pousser les revendications dès les premiers jours de l'année.

Pour sortir de la crise, il faut s'attaquer à ses causes, par une autre répartition des richesses produites.

C'est le travail qui crée les richesses, pas la spéculation

Ensemble donnons-nous les moyens d'agir, envoyons un signal fort au patronat et au gouvernement, préparons les négociations à venir en décuplant notre force collective, syndiquez-vous !

Plus de 40 000 adhésions à la CGT en 2011

Avec plus de 672 000 syndiqués, nous franchissons un niveau inégalé ces dernières années.

Nous l'apprécions comme une volonté des salariés de faire échec au discours d'austérité et de fatalité, **RIEN N'EST INELUCTABLE !**

A la jungle du marché, nous opposons une société solidaire, fraternelle, juste, où chacun peut vivre de son travail et s'épanouir par le progrès social.

Ensemble, nous sommes une force déterminante si elle se rassemble pour ces intérêts communs.

Voilà la mission du syndicat et elle plus que jamais d'actualité pour unir les salariés, de l'ouvrier au cadre, actifs ou retraités.

Un réseau social organisé pour agir, ça existe, c'est la CGT

Il a besoin de se développer par votre investissement, n'hésitez plus ! Faites savoir au patronat et au gouvernement qu'il y a urgence à répondre aux revendications, syndiquez-vous !

Bulletin de contact et de syndicalisation

Je souhaite :

☐ prendre contact

☐ me syndiquer

NOM : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Age : Profession :

Entreprise (nom et adresse) :



Bulletin à renvoyer à La CGT, espace Vie syndicale, case 5-1, 263 rue de Paris - 93516 Montreuil Cedex, téléphone : 01 48 18 84 72, fax : 01 48 51 51 80, courriel : orga@cgt.fr.

C'est quoi la dette ?

Qu'est ce que ça fait la dette?

A qui profite la dette ?

INDIGNEZ Vous !!



Meeting-Débat
Vendredi 27 janvier 2012
18H- bourse du travail Franklin

*2H pour comprendre et combattre les effets de la dette
... avec une introduction aux débats des représentant-es d'ATTAC, du CADTM, des syndicalistes de
Renault et de l'Hôpital et l'intervention de tous les participant-es*

collectif contre la dette Le Havre - CAC 76

L'AGENDA REVENDICATIF



MEETING-DEBAT SUR LA DETTE

2h pour comprendre et combattre les effets de la dette

Affiche dans cet hebdo !

Rendez-vous à 18h00 à la salle des fêtes Franklin



MEETING NATIONAL CGT

RECONQUÊTE

E
T
R
A
I
T
E

60 ans
Reconnaissance
de la pénibilité
Bon niveau de pension

Pour bien la vivre

MEETING NATIONAL

31 janvier 2012 à 13h au Zénith à Paris

La retraite au cœur de l'avenir

Retransmission en direct sur www.cgt.fr



Programme Formation Syndicale 2012

Union Locale CGT du Havre

Janvier

Du 16 au 20 ⇒ Niveau I

Les 26 et 27 ⇒ Rédiger un tract

Juin

Du 04 au 08 ⇒ Niveau I

Février

Les 16 et 17 ⇒ Délégué du Personnel

Septembre

Octobre

Les 11 et 12 ⇒ Délégué du Personnel

Mars

Du 19 au 23 ⇒ Niveau I

Novembre

Du 26 au 30 ⇒ Niveau I

Avril

Mai

Décembre

Réunions du collectif formation de l'UL à 09h00 :

Les 12 mars, 21 mai et 12 novembre

Coût des modules : 40 € par stagiaire repas compris

Coût du Niveau I 80 € par stagiaire repas compris

Cependant le coût ne doit pas être un frein à la formation des syndiqués, l'UL regardera au cas par cas si le syndicat ne peut pas prendre en charge l'inscription.

l'hebdo pratique

Des liens, des infos, des blogs : La rubrique interactive de l'hebdo !

Excellent ! A partager...

<http://www.liberation.fr/economie/01012385436-les-bas-salaires-allemands-a-l-origine-de-la-crise-en-zone-euro-pour-l-oit>

Des nouvelles du côté de la douane...

<http://www.paris-normandie.fr/diaporama/les-agents-des-douanes-manifestent-a-rouen?idx=0#top-diapo>

Des nouvelles du côté de la douane...

<http://www.vacarme.org/article2110.html>

Signez la petition CGT : ni coupable, ni responsable !

Pour dire au gouvernement que nous sommes ni responsable, ni coupable de la crise, c'est eux les responsables !

Aussi, signons et faisons signer la pétition : <http://www.cgt.fr/Les-salaries-n-accepteront-pas-de>

Lu dans Résistance Sociale de janvier :

► 880 sites industriels et 100 000 emplois détruits en France depuis 2009

Selon une étude de l'observatoire Trendeo réalisée pour le quotidien "Les Échos", 880 sites industriels ont fermé et 100 000 emplois ont été détruits au cours des trois dernières années en France. Et l'année 2012 "s'annonce difficile". Selon le journal économique, Trendeo a relevé 880 annonces de fermeture d'un site industriel au cours des trois dernières années, dont 400 sur la seule année 2009 et 200 en 2011. Dans le même temps, 494 créations de sites ont été recensées.

"Bilan : la France compte environ 385 usines de moins aujourd'hui qu'au début de 2009", pointe le journal. Sur la même période, l'observatoire a relevé 870 décisions d'extensions de sites industriels en France mais aussi 1 170 annonces de réduction d'effectifs. "Au final, entre les postes créés et ceux supprimés, près de 100 000 emplois industriels ont été perdus en France ces trois dernières années", selon le journal, toujours en citant Trendeo.

"L'année 2012 s'annonce difficile. La reprise des projets, des embauches, constatée à partir de l'été 2010, s'est interrompue depuis plusieurs mois déjà", relève le quotidien, qui souligne que la crise de 2008-2009 a "violemment accéléré" le mouvement de destruction du tissu industriel français engagé avec le premier choc pétrolier de 1973. Si l'aéronautique, l'agroalimentaire et le luxe sont restés créateurs nets d'emplois, l'automobile a perdu 30.000 postes en trois ans, la pharmacie, la high-tech, la chimie et la métallurgie ont subi des "saignées". (Source : France 24)

A commander à l'UL auprès de Lydia : VO impôts 2012



T.L.C.
Vacances

LOCATIONS
PRINTEMPS - ÉTÉ - AUTOMNE
2012

SÉJOURS

FRANCE

VOYAGES

-

CULTURE

-

LOISIRS

MER
MONTAGNE
CAMPAGNE



réseau
ANCAVTT

www.tlcvacances.fr
ensemble plus loin